

LA GOUVERNANCE DE LA MIGRATION

Malgré l'existence de conventions et de normes internationales, il n'existe pas de cadre institutionnel clair pour traiter de la migration au niveau mondial. L'absence d'une gouvernance mondiale crée une situation dans laquelle les États formulent des politiques migratoires déséquilibrées où les questions de sécurité et les intérêts économiques prônent sur les obligations juridiques de respecter les droits humains et du travail.

Le débat mondial sur la migration doit avoir lieu dans le cadre normatif du système des Nations unies. Le multilatéralisme place les pays d'origine et de destination sur un même pied d'égalité, évitant que les nations moins puissantes soient forcées d'accepter des règles et des conditions imposées par des pays plus puissants.

Les syndicats et organisations de migrant(e)s doivent être étroitement associés à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques migratoires. Les syndicats sont des acteurs importants qui veillent au respect des droits des travailleurs/euses migrants tant sur le plan juridique que pratique.

Le recrutement de migrant(e)s dans les organisations syndicales diminue le risque d'exploitation et renforce le pouvoir de négociation de tous les travailleurs/euses.

Le Dialogue de haut niveau des Nations unies sur la migration et le développement de 2013 offre l'occasion de corriger les défaillances du système actuel et de placer l'OIT, la seule agence de l'ONU disposant d'un mandat constitutionnel pour protéger les travailleurs/ses migrants, au centre d'un mécanisme de gouvernance multilatéral, réaffirmant ainsi l'importance du travail décent dans les questions de migration.

Un cadre juridique international

La CSI promeut une approche de la migration fondée sur les droits telle que consacrée par le système des Nations unies. Parmi les principaux instruments internationaux figurent:

- **La Convention des Nations unies de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990**
- **Les Conventions de l'OIT n°97 et 143 sur les travailleurs migrants**
- **La Convention de l'OIT n°189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques**
- **Les Recommandations de l'OIT n°86 et 151**
- **Le Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre**
- **La Recommandation générale n°26 de la CEDAW sur les travailleuses migrantes**

La Confédération syndicale internationale (CSI) est la principale organisation syndicale internationale, représentant les intérêts des travailleurs/euses aux quatre coins du monde. Elle représente 175 millions de travailleurs/euses dans 153 pays et territoires à travers ses 308 centrales syndicales nationales affiliées.

<http://www...>

<http://www.facebook.com/ituccsi>

<http://www.youtube.com/ituccsi>

<http://twitter.com/#!/ituc>

Département de l'égalité
Confédération syndicale internationale (CSI)
5 Bd Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique
Tel. + 32 2 224 02 11, Fax +32 2 201 58 15
e-mail: equality@ituc-csi.org, www.ituc-csi.org

Éditeur responsable: Sharan Burrow – Secrétaire générale de la CSI

CSI
MIGRATION

Confédération syndicale internationale (CSI)
Décembre 2011



**La migration de
la main-d'œuvre:
une question de
travail décent!**

DROITS DES MIGRANT(E)S = DROITS DES TRAVAILLEURS/EUSES

➡

On dénombre 215 à 220 millions de migrants internationaux, soit 3% de la population mondiale.

33% des migrations ont lieu entre pays en développement.

38% des migrants quittent une nation en développement pour rejoindre un pays industrialisé.

Les 29% restant représentent les migrations à partir de pays industrialisés.

50% des migrants sont des femmes.

Les travailleurs et travailleuses se déplacent, sans cesse, d’un pays à un autre dans le monde entier. La migration internationale touche tous les pays et continuera de s’intensifier au cours des années à venir. Le manque d’emploi décent dans les pays d’origine, le regroupement familial, la mondialisation des entreprises, la pauvreté et les changements climatiques figurent parmi les principales causes de la migration.

La construction de murs, la militarisation des frontières et la criminalisation des migrants n’ont pas freiné et ne freineront pas les flux migratoires internationaux.

Le manque de personnel de santé et de soins à la personne à l’échelle mondiale est le principal facteur qui explique la féminisation croissante de la migration. Les migrantes sont exposées à un risque plus élevé d’abus, de discrimination et de traite.

Les questions de genre doivent être prises en compte dans les politiques migratoires.

Les droits des migrant(e)s sont les droits de tous les travailleurs/euses et ils doivent être appliqués. Selon les traités internationaux, les États ont l’obligation de protéger les droits humains et les droits du travail de tous les travailleurs/euses migrants et en particulier:

- Le droit de former un syndicat et de s’y affilier;
- Le droit à l’égalité de traitement et à la non-discrimination sur le lieu de travail;
- Le droit d’avoir recours aux tribunaux, y compris ceux du travail, et à tout autre système de règlement des litiges.

La non-application de ces droits est source d’injustice et d’exploitation pour les travailleurs/euses migrants et crée un nivellement vers le bas des conditions de travail pour l’ensemble de la main-d’œuvre.

Les syndicats mettent en garde sur le danger qui consiste à faire de la migration temporaire et circulaire une tendance permanente. La migration temporaire ne doit pas être utilisée pour baisser les salaires ni pourvoir des emplois permanents dans les pays de destination. Elle ne doit pas non plus priver les pays d’origine de leurs ressources humaines. Il faut s’opposer aux programmes de migration temporaire ou circulaire qui violent les droits humains et ne respectent pas l’égalité de traitement.

Le travail n’est pas une marchandise!



LA MIGRATION – UN CHOIX

Le développement inégal entre les pays est une cause profonde de la migration. Il convient de comprendre les flux migratoires actuels du point de vue de l’économie mondiale et des inégalités structurelles qu’elle génère. Le démantèlement des chaînes de production, la déréglementation et la libéralisation des systèmes financiers, commerciaux et des services ont mis de nombreuses personnes au chômage, surtout dans les pays en développement, les obligeant à émigrer pour survivre.

Les syndicats soutiennent le concept du « droit de ne pas émigrer ». En donnant priorité à la création d’emplois décents et de services publics de qualité dans les pays d’origine de la migration, les gouvernements peuvent réduire les inégalités, promouvoir le développement et veiller à ce que la migration soit le résultat d’un choix individuel et non d’une absolue nécessité.

MARCHÉS DU TRAVAIL MONDIAUX

Pour autant qu’elles s’appuient sur une véritable analyse tripartite (à savoir par les travailleurs, les employeurs et les gouvernements) des pénuries du marché du travail et/ou des tendances démographiques, les politiques prévoyant l’ouverture de voies officielles de migration doivent être encouragées.

Les organisations syndicales ne voient que peu d’avantages à la situation actuelle sur les marchés du travail qui offrent des protections et des traitements différents aux travailleurs/euses migrants en fonction de leurs compétences. La CSI s’oppose aux politiques qui octroient plus de droits et d’avantages aux travailleurs/euses hautement qualifiés, pénalisant ainsi les migrant(e)s moins qualifiés, qui sont parfois privés de leurs droits les plus fondamentaux.

Les politiques migratoires doivent prendre en considération l’impact de la « fuite des cerveaux » dont souffrent les pays en développement qui voient leur main-d’œuvre qualifiée émigrer, les privant ainsi de ressources humaines indispensables à leur développement économique et social. Dans les pays de destination, il convient de combattre le gaspillage des compétences ou la sous-utilisation des capacités et qualifications des travailleurs/euses migrants.

Promouvoir la négociation collective et améliorer la qualité des emplois sont essentiels pour éviter que les travailleurs/euses, tant locaux que migrants, ne tombent dans le cercle vicieux des emplois peu rémunérés – peu qualifiés. Mettre en place des politiques d’éducation et de formation adaptées aux niveaux de qualification des migrant(e)s et tenant compte des besoins présents et futurs du marché du travail permet d’accroître la productivité nationale et d’assurer la pleine intégration des migrant(e)s dans leur nouveau pays d’accueil.

LE RECRUTEMENT DES TRAVAILLEURS/EUSES MIGRANTS

Les gouvernements optent de plus en plus pour de nouvelles formes, moins coûteuses, d’organisation de la mobilité des travailleurs/euses et délèguent leurs responsabilités aux acteurs non étatiques. Les agences d’emploi et les intermédiaires sont souvent impliqués dans le recrutement transnational. N’étant ni réglementées, ni surveillées, les agences de recrutement et de placement sont un facteur important de la recrudescence du travail forcé.

Il est urgent de mieux contrôler le recrutement des travailleurs/euses migrants.

Outre le respect des droits syndicaux, les personnes impliquées dans le recrutement des migrant(e)s ne doivent pas facturer de frais aux travailleurs/euses qu’elles recrutent, ni confisquer leurs documents d’identité. Elles doivent fournir des informations précises sur les contrats et les conditions d’emploi, garantir un paiement direct des salaires et veiller à l’application des principes de non-discrimination et d’égalité de traitement.

PAS DE PAPIERS MAIS DES DROITS

Malgré toutes les barrières mises en place, la migration irrégulière s’est accrue ces dernières années dans presque tous les pays. Plusieurs conventions internationales protègent les droits humains et syndicaux des travailleurs/ses migrants sans permis de séjour ni de travail. La Convention des Nations unies et la Convention n°143 de l’OIT prévoient l’égalité de traitement entre les travailleurs/euses locaux et migrants quel que soit leur statut, en matière de salaire, de conditions de travail, de protection et de prestations sociales liées à l’emploi. Ne pas reconnaître ce droit crée des situations d’exploitation et génère de facto une pression à la baisse sur les conditions de travail dans le secteur concerné.

Les travailleurs/euses en situation irrégulière sont particulièrement vulnérables aux abus et à l’exploitation.

La crainte d’être expulsés les empêche d’intenter des recours légaux lorsque leurs droits sont bafoués, voire de créer ou de rejoindre des organisations syndicales. Pourtant, les travailleurs/euses migrants sans papiers ne devraient jamais être passibles de sanctions pénales pour des manquements administratifs. L’accès aux systèmes de règlement des litiges et à l’assistance juridique doit être facilité afin d’encourager les travailleurs/euses sans papiers victimes d’abus à engager un recours légal.

La régularisation des travailleurs/euses sans papiers constitue, dans la pratique, un outil important pour mettre un terme à l’exploitation et aux abus. Ceux et celles présents depuis longtemps sur le territoire doivent avoir une chance de régulariser leur situation!